

# ÉNERGIE

## Comment changer le modèle

La lutte contre le réchauffement climatique nécessite un basculement définitif vers les énergies renouvelables. Pour garantir des prix bas, elle requiert aussi des solutions créatives comme une tarification différenciée et un débat sur le tabou de la sécurité d'approvisionnement. Notre enquête, en partenariat avec eChange, plateforme de convergences politiques.

PAR OLIVIER MOUTON

Les marches des jeunes pour le climat ont marqué le début de la campagne en vue des élections fédérales, régionales et européennes du 26 mai. Avec un mot d'ordre qui s'est imposé en tête de l'agenda politique : il faut changer d'urgence notre mode de vie si l'on veut avoir une chance de sauver la planète. L'enjeu est prioritaire, mais il est aussi complexe, car pluridimensionnel. Après la mobilité, deuxième volet de notre série de six débats préélectorales orientés solutions (voir *Le Vif/L'Express du 28 mars dernier*), voici un autre enjeu crucial : l'énergie. Un dossier sensible sur lequel les responsables politiques se cassent les dents depuis longtemps.

### Le constat : une incertitude normative

« La question énergétique est un des enjeux majeurs pour lutter contre le réchauffement climatique, souligne Pierre Crevits, responsable du secrétariat général de la Banque nationale de Belgique et coordinateur de ces travaux d'eChange, plateforme de convergences politiques. Nous avons concentré notre réflexion sur l'électricité et résumé cela en une équation à trois inconnues : est-il possible de concilier objectifs environnementaux, sécurité d'approvisionnement énergétique et prix abordables ? Le constat de départ n'est pas brillant car l'incertitude normative complète des dernières années a conduit à un fiasco général : beaucoup doutent d'une sortie du nucléaire en 2025 comme cela avait été décidé... en 2003. Nous n'avons jamais été aussi près d'un délestage ; et la facture du consommateur n'a jamais été aussi élevée. »

Seize ans après la décision de sortie du nucléaire et plus de vingt ans après la décision européenne de libéraliser le secteur de l'énergie, l'échec est patent. « On pensait que le marché allait faire jaillir naturellement les investissements, dès lors qu'il y avait un cap clair sur la sortie du nucléaire, résume Damien Ernst, professeur à l'université de Liège et expert incontesté du secteur. Logiquement, l'Etat ne devait pas intervenir pour que des centrales au gaz se construisent en vue de remplacer les centrales nucléaires. Mais on a décidé des prix du marché ne permettant pas ces nouveaux investissements. Une des causes principales du problème auquel on doit faire face, c'est que la libéralisation du secteur a été incomplète. »

« Objectivement, on se rend compte aujourd'hui que cette libéralisation n'a pas fonctionné, acquiesce Melchior Wathelet, ancien ministre CDH de l'Énergie, reconverti dans le secteur de l'aide informatique au secteur hospitalier. Peut-être a-t-elle été mal faite, même si la Belgique est un des pays où les clients changent le plus de fournisseurs. Toujours est-il que le marché n'a pas eu l'impact voulu, ni sur la fourniture, ni sur la production. Et il n'y a pas d'économie plus dirigée que le marché de l'énergie : plus personne n'investit sans subsides. En outre, tout ce qui devrait fermer naturellement ne ferme pas, parce que l'on maintient tout en l'état pour des raisons stratégiques. Le pire, c'est que nous sommes dans un système où même les règles légales que nous nous sommes données ne sont pas respectées. Nous nous sommes empressés de ne pas respecter la loi de 2003 sur la sortie du nucléaire. Peut-être n'avons-nous pas été au bout de la logique du système de →





→ marché, c'est vrai. Peu importe, le résultat est bel et bien celui d'un échec.»

Pour redresser le tir, une palette de mesures est nécessaire. Elles composent un ensemble cohérent, comme dans toutes les réflexions menées par eChange. Et elles sont susceptibles de modifier en profondeur notre rapport à l'électricité.

**SOLUTION 1 Un nouveau pacte énergétique**

Rapidement, après les élections du 26 mai, tous les partis devraient s'entendre sur un cadre clair prenant la forme d'un pacte, scellé pour trente ans, estiment les experts réunis depuis des mois par eChange afin de dégager des consensus. Cela donnerait de la clarté au secteur. Ce cadre ne bougerait plus jusqu'à l'horizon 2050, date cruciale pour la lutte contre le réchauffement climatique (à limiter alors à 1,5° - un objectif déjà largement compromis). « Nous sommes face à un momentum, insiste Pierre Crevits. Tout le monde sent qu'on ne peut pas conserver le modèle actuel, au risque d'aller dans le mur. La sensibilité climatique du moment devrait nous permettre de conclure au niveau politique ce pacte énergétique, avec du vrai contenu, comme la Belgique a été capable de le faire sur le plan social en 1944, avec le Pacte scolaire en 1958 ou, plus récemment, avec la réforme de l'Etat en 2011.»

C'est un rendez-vous à ne pas manquer. Et il ne s'agit pas de perdre des années à tergiverser. « Nous avons, en Belgique, un vrai problème méthodologique, estime Fernand Grifnée, CEO d'Ores, principale intercommunale de distribution du gaz et de l'électricité en Wallonie. La transition énergétique est un enjeu qui s'inscrit dans la durée et qui ne peut plus faire l'objet de querelles politiciennes. C'est un mouvement qui entraînera des changements profonds, notamment pour tous les opérateurs actifs dans ce domaine. Nous avons donc besoin d'un type de législation auquel on n'est pas habitué chez nous, qui fait des choix clairs, tout en laissant le temps aux opérateurs de se préparer. Il faut éviter le travers d'un texte trop flou, d'une collection d'opinions sans cohérence découlant de grands rendez-vous d'experts. La loi de 2003 d'Olivier Deleuze sur le nucléaire était, au fond, une des meilleures lois que l'on puisse imaginer : elle était d'une clarté totale et donnait le temps. Le

drame, c'est que l'on a été nul dans sa concrétisation. Cela montre aussi qu'une vision claire n'est pas suffisante : il faut assurer à tous les acteurs que l'on va s'y tenir. Un pacte, oui, pour autant qu'il livre des résultats ! »

Un tel accord politique ne doit pas non plus être un compromis mou, forcément inefficace. « Ce pacte devrait s'attaquer à tous les tabous, plaide Pierre Crevits. Sorton du nucléaire partiellement, complètement ou pas du tout en 2025 ? Il faut trancher cette question. Accepte-t-on une forme de dépendance énergétique, →



**Pierre Crevits** (Banque nationale) : « L'énergie, un enjeu pour lutter contre le réchauffement climatique. »

ILLUSTRATION : CHARLES MONNIER



**La sortie du nucléaire, décidée en 2003, doit être effective en 2025, mais notre pays n'est toujours pas prêt.**

**Selon Eurostat, la Belgique avait le triste privilège de pâtir de l'électricité la plus chère d'Europe en 2017.**

**Nos tarifs de réseaux sont les plus chers d'Europe (355 euros pour une consommation annuelle moyenne).**

**En raison de divergences politiques, la Belgique ne fait plus partie du peloton de tête climatique européen.**

**L'hiver dernier, le risque d'un black-out en Belgique n'avait jamais été aussi élevé depuis les années 1980.**



→ d'être lié aux exportations des pays voisins et à quel niveau ? Là aussi, on ne doit pas tergiverser. Le plus grand tabou, c'est celui du délestage : s'il fait froid dans toute l'Europe et en particulier dans le sud de la France, acceptera-t-on qu'il y ait des moments où on ne pourra probablement pas garantir l'approvisionnement ? » « Je rejoins complètement cette question des tabous, indique Céline Tellier, secrétaire générale d'Inter-Environnement Wallonie. Lors de nos travaux, nous avons évoqué la nécessité d'avoir une discussion politique franche et transparente sur tous ces sujets. »

Clair, décisif, porteur d'une vision à long terme, ce pacte doit, enfin, conserver une certaine souplesse pour intégrer les évolutions technologiques. « Le stockage de l'électricité est une variable fondamentale sur laquelle les experts se divisent, souligne Arnaud Collignon, expert d'Inter-Environnement. Voilà pourquoi il faut prévoir une part de flexibilité dans la vision que l'on développe. » « Une des grosses évolutions susceptibles de transformer à moyen terme le secteur, c'est effectivement l'évolution des batteries, confirme Damien Ernst. On ne peut exclure une rupture technologique dans un futur proche. L'avenir du photovoltaïque, par contre, est plus évident : les nouvelles générations de panneaux souples seront financièrement plus abordables, au-delà de la valeur de la surface sur laquelle ils seront connectés. »

« Quand on fixe des objectifs à long terme dans un tel secteur susceptible de connaître des progrès décisifs, on doit évidemment pouvoir s'adapter, précise Fernand Grifnée. On ne veut pas d'un carcan de vingt ans, d'une route tracée en ligne droite alors que l'on sait bien qu'il y aura des virages. Mais nous voulons des objectifs clairs, auxquels on se tient. »

« Le mot le plus important pour ce pacte que nous appelons de nos vœux est le mot "crédible", conclut Pierre Crevits. Le marché ne se mettra à réinvestir que quand il aura l'impression qu'il y a un cap, une vision partagée par tous les acteurs et les partis susceptibles d'être au pouvoir dans les vingt prochaines années. »

C'est la seule façon dont nous nous en sortirons. » Pour tout dire, il est déjà bien tard pour la coucher sur papier.

### SOLUTION 2 Une production 100% renouvelable en 2050

En 2017, les énergies renouvelables représentaient 9,1% de la production totale en Belgique. Un pourcentage en progression, mais encore loin de l'objectif contraignant de 13% de renouvelable fixé pour notre pays par l'Union européenne, à l'horizon 2020.



Melchior Wathelet, ex-ministre de l'Énergie : « Changer de paradigme. »

Pour tout le continent, il s'agira dans deux ans de consommer 20% d'énergie verte. Cette ambition reste toutefois bien en dessous des nécessités rappelées par les rapports des experts climatiques, de plus en plus alarmants. « Nous devons miser de façon très claire sur une production entièrement renouvelable à long terme, c'est-à-dire à l'horizon 2050, estime Pierre Crevits. Et nous devons rapidement définir un chemin crédible pour y arriver. »

Avant toute chose, cela pose évidemment la question du



La fermeture de toutes les centrales nucléaires sera-t-elle effective en 2025, comme le prévoyait la loi Deleuze en 2003 ? C'est un des enjeux majeurs de la prochaine législature.

renouvellement – ou non – de quelques réacteurs nucléaires au-delà de 2025. Ce sera une question épineuse à trancher pour la prochaine majorité fédérale. Au sein du groupe d'experts réunis par eChange, certains laissent entendre qu'une nouvelle période transitoire pourrait être envisagée. D'autres sont plus réticents. « Nous restons favorables à une fermeture de l'ensemble du parc en 2025, insiste Céline Tellier. Mais un dilemme environnemental se pose, c'est évident. Pour remplacer les centrales nucléaires, nous devons compter, de façon transitoire, sur la construction de centrales au gaz qui produisent des gaz à effet de serre. Ce débat est lié aussi à notre capacité d'approvisionnement : nous pourrions revoir cette sécurité à la baisse ou nous relier à des centrales au gaz existant déjà dans d'autres pays. C'est une question délicate, au même titre que celle de la gestion des déchets nucléaires ou du démantèlement des centrales. » Il s'agira encore de savoir qui payera la facture de la fermeture, avec un nouveau bras de fer en perspective entre les pouvoirs publics et Engie-Electrabel.



Fernand Grifnée (Ores) : « Un pacte, oui, pour autant que l'on s'y tienne. »

Cette ambition du 100% renouvelable en 2050 passera aussi, à terme,

par une interconnexion européenne et mondiale des énergies renouvelables. Ce qui ne sera pas sans heurter le tabou de notre dépendance énergétique. « C'est dans la direction de cette connexion globale qu'il faut aller, estime Damien Ernst. Les mégaréseaux intercontinentaux permettront de mettre la main sur des champs d'énergie renouvelable extrêmement bon marché. Tout un pays ou toute une zone ne peuvent toutefois pas dépendre d'une éventuelle défaillance de ces mégakonexions. Il va donc se créer assez naturellement, au niveau des réseaux électriques, une notion de réserve stratégique, équivalente à celle qui existe au niveau pétrolier. Il s'agit d'avoir une capacité à survivre quelques heures, mais aussi à résoudre tous les problèmes techniques pour pouvoir maintenir au niveau local une qualité du courant électrique, une tension suffisante... Il faut imaginer dès à présent cette communauté capable d'être autonome dans un ensemble globalisé. Cela va induire une logique différente et des investissements adaptés à l'objectif. »

« Nous devons accepter beaucoup plus d'interconnexion, acquiesce Melchior Wathelet. Cela signifie que l'on va dépendre davantage de l'étranger. Cela veut dire aussi que les règles que l'on s'impose en matière de sécurité d'approvisionnement doivent être fondamentalement revues : plus on dépend de l'interconnexion, moins on pourra l'assurer de façon permanente. » Basculer vers une énergie entièrement renouvelable nécessitera forcément de modifier nos habitudes.

### SOLUTION 3 Accepter des coupures sporadiques

Dans le triangle magique « objectifs environnementaux - prix - sécurité d'approvisionnement », des efforts devront être réalisés sur le dernier volet. Traduction : nous devons accepter à l'avenir un risque de coupures de courant si l'on souhaite garantir des prix suffisamment bas. « Il s'agira de fixer politiquement le niveau en matière de sécurité d'approvisionnement, assène Pierre Crevits. Veut-on une sécurité absolue ou accepte-t-on une probabilité d'avoir une électricité coupée quelques heures par hiver ? C'est un choix crucial, qui peut



En 2011, huit partis avaient conclu une ambitieuse réforme de l'Etat. Les experts réunis par eChange en appellent à un pacte énergétique, disposant d'un même large consensus.

faire une différence énorme au niveau du coût. » Parce que le dernier carat d'énergie achetée pour assurer la couverture complète se négocie à prix d'or sur le marché.

Laisser tomber le tabou d'un approvisionnement garanti permettra aussi de gérer la situation de façon harmonieuse. « Il y a une grande différence entre un black-out, qui est souvent subi et incontrôlable, et un délestage qui est contrôlé », souligne Melchior Wathelet. « Lors de nos travaux entre experts d'eChange, l'ancien patron d'Engie-Electrabel, Jean-Pierre Hansen, nous rappelait le black-out subi au début des années 1980 : il avait alors fallu six jours pour remettre le réseau en état ! Nous ne parlons évidemment pas d'un tel cas de figure », complète Pierre Crevits. Cette possible réalité future n'est, en fait, pas loin de la situation vécue l'hiver dernier et gérée par la ministre fédérale de l'Énergie, Marie-Christine Marghem (MR) : l'annonce de possibles coupures et la gestion par zones géographiques des endroits décidés à l'avance, où les habitants ont été prévenus en bonne et due forme.

« En réalité, on aurait très bien pu mettre en œuvre un modèle autorisant des coupures dans une logique de marché libéralisé, précise Damien Ernst. Cette stratégie aurait déjà pu faire baisser les prix : des gens auraient accepté d'aller chez des fournisseurs low-cost en assumant d'être coupé vingt ou trente heures par an. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, c'est une mesure extrêmement sociale. Ceux qui n'ont pas besoin d'un haut degré d'approvisionnement peuvent se permettre un certain risque, pas ceux qui ont besoin d'un haut niveau – c'est typiquement l'industriel. Avec le CRM (Capacity remuneration mechanism, un instrument destiné à garantir la disponibilité de capacités suffisantes pour assurer l'approvisionnement en électricité) que l'on est en train de mettre en place en Wallonie, c'est finalement tout le monde qui va payer pour une grande sécurité d'approvisionnement dont les ménages n'ont pas nécessairement besoin. »

### SOLUTION 4 Une tarification différenciée

Une solution créative pourrait encore être de prévoir une tarification différente selon l'utilisation que l'on fait de l'électricité, avec un service de base, universel, et des options plus chères. « Je suis convaincu que l'électricité est un bien de première nécessité, entame Fernand Grifnée. Lors de nos discussions, nos amis d'Inter-Environnement nous ont pourtant demandé : "Vous êtes sûrs ?" » « Un kilowatt/heure n'égal pas forcément un autre kilowatt/heure en termes d'usage, précise Céline Tellier. Quand on parle de bien de première nécessité, c'est une notion à nuancer parce que chauffer sa piscine, par exemple, ne me paraît pas être une utilisation de cette nature, comparativement à cuire son repas. » →



Céline Tellier (Inter-Environnement) : « Un débat est nécessaire sur le coût de la transition. »

→ « Vous avez raison, lui répond Fernand Grifnée. Cela dépend effectivement de l'usage que l'on en fait. Le service universel de l'électricité que je propose ne servirait pas pour chauffer les piscines, bien sûr... Il s'agirait d'un paquet de base : on déciderait des services auxquels chacun doit avoir accès pour vivre normalement, dignement au XXI<sup>e</sup> siècle. Cette définition serait un choix politique fort pour les quarante années à venir. Je suis même prêt à défendre l'idée d'un paquet de base vendu à un prix unique. Et que l'on pourrait soumettre à une TVA réduite à 6 % . »

Ce service universel serait généralisé. Comme pour les télécoms, il serait complété par une offre variable. « A côté du service universel, les clients doivent avoir accès à toute une série d'options, confirme Fernand Grifnée.

Il ne s'agit pas d'avoir un usage de riches contre un usage de pauvres, ce n'est pas du tout cela que je prône. Au contraire : plus on aura d'options, plus des gens payeront et, ce faisant, ils feront baisser le prix du service universel. » Les entreprises payeraient la garantie d'un approvisionnement permanent. Les propriétaires de voitures électriques payeraient la recharge rapide de leur véhicule à domicile. Cette offre variable intégrerait une dimension pollueur/payeur pour encourager le respect de l'environnement. « Cette tarification différenciée est un fameux changement de paradigme, se félicite Melchior Wathelet. Voilà une vision à long terme ! »

Reste à intégrer le coût de la transition écologique. « En matière de prix, un arbitrage sera nécessaire entre les différents trajets pour arriver au 100 % de renouvelable en 2050, précise Pierre Crevits. C'est toute la question du partage du coût entre les entreprises et les ménages, d'une part, et entre les ménages de l'autre. » « Il faut un débat ouvert et transparent à ce sujet, pour éviter que la transition ne soit payée par les classes moyennes ou les PME, insiste Céline Tellier. Nous sommes favorables à cette différenciation selon le type d'usage, pour autant qu'il y ait un service universel. On doit aussi encourager une certaine frugalité dans les types de consommation. »

Enfin, il y a un travail important à mener pour rendre la facture plus transparente. « Pour le moment, ce n'est pas du tout le cas, poursuit Céline Tellier. Certains citoyens peuvent diminuer leur consommation et néanmoins payer davantage que l'année précédente en raison des coûts de distribution, de transport... Si on pouvait avoir un tarif le plus clair possible, cela faciliterait l'adhésion



PATRICK PLEU/REPORTERS

L'utilisation de la voiture électrique devrait s'amplifier. Son rechargement rapide sera-t-il une option sur la facture du futur ?

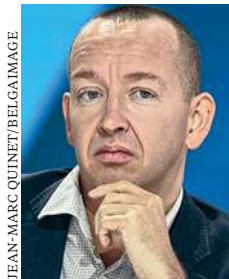
des citoyens. » Message partagé par Fernand Grifnée : « Cela permettrait de sortir de ce sentiment selon lequel "on ne comprend pas, donc on paie trop cher, donc c'est forcément pour des gestionnaires de réseau qui donnent des dividendes aux communes ou pour des fournisseurs qui gagnent beaucoup trop d'argent"... Ce n'est pas faire simple pour faire simple, mais plus compréhensible afin que ce soit plus légitime. » Il y a du travail à ce sujet, aussi, après les scandales qui ont touché le secteur de l'énergie ces dernières années.

### SOLUTION 5 Un grand plan d'isolation des bâtiments

Cette cinquième solution n'est pas strictement liée au secteur de l'élec-

tricité, elle concerne l'énergie au sens large et le chauffage en particulier. Mais elle est importante dans l'ensemble cohérent proposé par eChange car elle relaie le message selon lequel il ne s'agit pas seulement de consommer différemment, mais aussi... de consommer moins, tout simplement, si l'on veut sauver la planète. « Un grand plan d'isolation des bâtiments s'impose, souligne Céline Tellier. Un consensus général semble se dégager au sein des partis politiques et nous espérons qu'il pourra se concrétiser rapidement après les élections. Il ne s'agit pas de lancer un grand plan de construction comme pendant les Trente Glorieuses, mais bien de rénover en profondeur le bâti existant pour en améliorer la performance énergétique. Il y a du travail : la certification PEB (performance énergétique des bâtiments) moyenne en Wallonie est de F alors que l'on doit avoir une certification de A en 2050. Nous devrions profiter des moments de vie qui permettent ces rénovations en profondeur : déménagement, naissance d'un enfant, location d'une partie du bâtiment... »

Ce plan massif de rénovation pourrait être encouragé par des subsides ou induit par des réglementations plus strictes. Il doit, en tout état de cause, représenter une opportunité pour le développement économique de notre pays. « Le pacte énergétique, conclut d'ailleurs la note d'eChange, sera étroitement lié à la transition économique et sociale, au travers du défi mais également des opportunités gigantesques qu'il offrira en matière d'activités et d'emplois. » Le changement de modèle sera une contrainte pour tous, mais ses effets doivent être bénéfiques pour tous, aussi. ▽



JEAN-MARC QUINET/BELGAIMAGE  
**Damien Ernst**  
(ULg) : « Il faut aller vers des mégaréseaux d'énergie renouvelable. »



JONAS HAMERS/BELGAIMAGE  
**Bruno Vanderschueren**  
(Lampiris) : « La facture d'électricité doit être plus lisible. »